

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CIC EST

Société Anonyme au capital de 225 000 000 €.
Siège social : 31, rue Jean Wenger Valentin, 67000 Strasbourg.
754 800 712 R.C.S. Strasbourg

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mai 2017.

I. — Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	2016 31 décembre	2015 31 décembre
Caisse, Banques centrales, C.C.P.		60 963	66 718
Effets publics et assimilés			
Créances sur les établissements de crédit	1	3 692 628	3 848 305
Opérations avec la clientèle	2	21 545 383	21 327 988
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	3		
Participations et autres titres détenus à long terme	4	35 569	38 272
Parts dans les entreprises liées	5	9 353	9 101
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	6	5 308	5 227
Immobilisations corporelles	7	113 951	118 629
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	8	485 051	579 213
Comptes de régularisation	9	121 159	408 570
Total de l'actif		26 069 365	26 402 023

Hors-bilan

Hors-bilan	2016 31 décembre	2015 31 décembre
Engagements reçus		
<i>Engagements de financement</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit		750 000
<i>Engagements de garantie</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	5 243 566	4 784 403
Engagements reçus de la clientèle	588 847	680 260
<i>Engagements sur titres</i>		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	1 395	607

Passif	Notes	2016 31 décembre	2015 31 décembre
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	10	4 912 370	6 049 275
Opérations avec la clientèle	11	19 383 236	18 496 670

Dettes représentées par un titre	12	275 621	276 559
Autres passifs	8	40 813	52 523
Comptes de régularisation	9	411 749	552 932
Provisions	13	141 207	148 146
Dettes subordonnées	14	114 161	55 519
Fonds pour risques bancaires généraux	15	29 630	29 630
Capitaux propres	15	760 578	740 769
- Capital souscrit		225 000	225 000
- Primes d'émission		18 543	18 543
- Réserves		377 047	372 647
- Ecart de réévaluation		483	496
- Provisions réglementées			223
- Report à nouveau		97	45
- Résultat de l'exercice		139 408	123 815
Total du passif		26 069 365	26 402 023

Hors-bilan	2016 31 décembre	2015 31 décembre
Engagements donnés		
<i>Engagements de financement</i>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 700	400
Engagements en faveur de la clientèle	3 251 337	2 948 925
<i>Engagements de garantie</i>		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	209 338	215 819
Engagements d'ordre de la clientèle	2 244 274	2 259 866
<i>Engagements sur titres</i>		
Titres acquis avec faculté de reprise		
Autres engagements donnés	1 395	607

II. — Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
+ Intérêts et produits assimilés	23	644 632	724 612
+ Intérêts et charges assimilées	23	-324 304	-406 133
+ Revenus des titres à revenu variable	24	1 137	1 344
+ Commissions (produits)	25	375 555	365 860
+ Commissions (charges)	25	-62 977	-58 327
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	26	3 227	2 499
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire	27	19 751	8 706
+ Autres charges d'exploitation bancaire	27	-5 260	-9 268
+ / - Produits nets des autres activités			
= Produit Net Bancaire		651 761	629 293
+ Charges de personnel	28	-236 872	-238 576
+ Autres charges administratives		-153 682	-146 852
+ Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-15 485	-16 297
= Charges de fonctionnement		-406 039	-401 725
= Résultat Brut d'Exploitation		245 722	227 568
+ Coût du risque	29	-35 759	-46 954
= Résultat d'Exploitation		209 963	180 614
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	30	1 887	19 887
= Résultat Courant avant impôt		211 850	200 501
+ / - Résultat exceptionnel	31	-460	-700

+ Impôts sur les bénéfices	32	-72 204	-76 134
+ / - Dotations/reprises de FRBG			
+ / - Dotations/reprises aux provisions réglementées		223	148
= Résultat Net		139 409	123 815

III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale, constatant que le bénéfice social net de l'exercice s'élève à 139.408.621,04 €, et que le report à nouveau créditeur s'élève à 97.488,56 €, approuve l'affectation des sommes représentant au total 139.506.109,60 € telle qu'elle est proposée par le conseil d'administration, à savoir :

- Dividende de 12,02 € par action de 20 € de nominal	135 225 000,00 €
- Dotation aux autres réserves	4 200 000,00 €
- Report à nouveau	81 109,60 €

La totalité de la distribution, soit 135.225.000 € est éligible à l'abattement de 40 % institué par l'article 158-3, 2^{ème} à 4^{ème} alinéa du CGI.

Le dividende sera mis en paiement au siège social le 29 mai 2017.

Conformément à la loi, il est rappelé que les distributions faites au titre des trois précédents exercices ont été de :

Exercice	Dividende distribué	
2015	119 362 500 €	Soit 10,61 € par action
2014	99 562 500 €	Soit 8,85 € par action
2013	76 950 000 €	Soit 6,84 € par action

La totalité de la distribution est éligible à l'abattement de 40 % institué par l'article 158-3, 2^{ème} à 4^{ème} alinéa du CGI.

IV. — Annexe aux comptes financiers

— Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règlements ANC 2014-03 relatif au plan général comptable et 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le règlement ANC 2015-06 a modifié le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. Sa première application n'a pas d'impact sur les capitaux propres d'ouverture de l'entreprise.

— Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- Des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- De la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- Des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.

— Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- Lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

— Traitement des changements de méthode comptable

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1^{er} janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, le mali technique n'est plus comptabilisé de manière globale au poste « *fonds commercial* » et non amorti.

Il est comptabilisé au bilan par catégorie d'actifs en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières.

Cette affectation permet d'appliquer au mali technique les règles d'amortissement des actifs sous-jacents (le mali affecté en totalité ou en partie à un actif amortissable est désormais amorti en totalité ou en partie). En revanche, la quote-part du mali affectée au fonds commercial bénéficie toujours d'une présomption de non-amortissement.

— Prêts et créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

— *Déclassement des créances*

Les crédits sont classés en douteux lorsqu'ils sont porteurs d'un risque avéré, c'est-à-dire lorsque les échéances dues sont impayées depuis plus de 3 mois, 6 mois pour l'immobilier et 9 mois pour les collectivités locales ou lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire.

Au-delà de la définition réglementaire, peuvent également être classés en douteux, des encours présentant des risques de perte en s'appuyant notamment sur l'analyse financière, économique ou juridique du client ou sur toute autre information conduisant à mettre en cause la solvabilité du tiers.

Lorsqu'un crédit répond aux critères de déclassement, l'ensemble des encours détenus par le client (ou par le groupe auquel il appartient) ainsi que les encours des cotitulaires ou coemprunteurs sont contaminés, et ceci dans toutes les fédérations ou banques du groupe Crédit Mutuel.

Les crédits sont classés en douteux compromis lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et lorsqu'un passage à perte doit être envisagé. Ils sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux par un enregistrement comptable spécifique et les intérêts impayés ne sont plus comptabilisés.

Les créances douteuses dont les termes contractuels sont de nouveau respectés et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré sont reclassées dans la catégorie des créances saines. C'est également le cas lorsque la créance douteuse a fait l'objet d'une restructuration avec cependant une période probatoire de douze mois.

— *Dépréciation des pertes probables avérées*

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective résultant d'un événement survenu après la mise en place du prêt ou d'un groupe de prêts, susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et celle actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

La dépréciation relative au capital est comptabilisée sous la forme de provision dont les dotations et reprises sont comprises dans le coût du risque à l'exception de l'effet de passage du temps lié à la mécanique d'actualisation, qui est constaté en PNB parmi les intérêts reçus. La dépréciation relative aux intérêts des créances douteuses est classée parmi les intérêts reçus.

La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

— *Crédits restructurés*

Les crédits douteux restructurés à des conditions hors marché et reclassés en créances saines font l'objet d'une décote comptabilisée immédiatement en charge et réintégrée sur la durée du crédit dans la marge d'intérêt.

— *Titres de créance et titres de capitaux propres acquis*

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

— *Titres de transaction*

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

— *Titres de placement*

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

— *Titres d'investissement*

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

— Titres de l'activité de portefeuille

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

— Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué (dans le cadre légal défini en 1976), ou de fusion et opérations assimilées. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

— Titres donnés en pension livrée

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

— Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

— Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

— Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

— Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

— Valorisation des instruments financiers à terme non cotés

Ces instruments sont réévalués à partir de prix observables dans le marché, selon la procédure dite de « *flashage* ». Cette dernière méthode consiste à relever chaque jour à la même heure les prix offerts et demandés de plusieurs contributeurs via les logiciels de flux de marchés. Un prix unique est retenu pour chaque paramètre de marché utile.

— Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué conformément aux lois de finances pour 1977 et 1978, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40 - 80 ans Pour les gros œuvres ;
- 15 - 30 ans Pour les clos et couverts ;
- 10 - 25 ans Pour les équipements ;
- 10 ans Pour les agencements et installations.

Immobilisations incorporelles :

- Les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation,
- Les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer,
- Les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « *Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles* » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « *Gains nets sur autres actifs immobilisés* ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « *Produits des autres activités* » ou « *Charges des autres activités* ».

— Comptes de régularisation

Les frais d'émission d'emprunts émis jusqu'au 31 décembre 1999 sont amortis au cours de l'exercice d'émission et, pour les émissions postérieures à cette date, sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt.

Les primes de remboursement des obligations sont amorties, sur une base linéaire, en fonction de la durée de l'emprunt.

— Provisions pour dépréciation

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

— Provisions pour risques pays

Constituées pour couvrir les risques souverains ainsi que les risques sur les pays émergents, elles ont été déterminées en fonction de la situation économique des pays emprunteurs. La partie affectée de ces provisions est portée en déduction des actifs correspondants.

— Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle. Elles sont déterminées :

- Pour les activités de crédit autres que les financements spécialisés, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours clientèle sain ;
- Pour l'activité de financements spécialisés ainsi que pour les succursales étrangères, par un coût du risque obtenu à partir de la notation des créances à laquelle est associé un coût moyen de défaillance. Cette méthode permet de tenir compte de la moindre dispersion des risques, de l'importance unitaire des dossiers et donc d'une volatilité plus importante.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

— Contrats d'épargne réglementée

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- De rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- D'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- Pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- Pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

— Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

— Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

— Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est-à-dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

— Engagements de retraite et assimilés

Les engagements font l'objet d'une provision dont la variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivantes :

- Un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice
- Un taux d'augmentation des salaires évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel

— Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actualisée de l'engagement et le coût des services rendus de l'exercice, à partir d'hypothèses. Les différences générées par les changements de celles-ci et par les différences entre les hypothèses antérieures et ce qui s'est effectivement produit constituent des écarts actuariels.

Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. La différence entre le rendement réel et celui attendu constitue un écart actuariel.

Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

— Retraites complémentaires relevant des caisses de retraite

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Depuis le 1^{er} janvier 1994, les banques adhèrent aux régimes nationaux Arco et Agirc. Les trois caisses du groupe CIC qui assuraient le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape ont fusionné au 1^{er} janvier 2008 afin de mutualiser leurs réserves.

Après fusion, les réserves de l'entité fusionnée couvrent intégralement les engagements, ceux-ci ayant fait l'objet d'une estimation complète en 2008. Afin de se mettre en conformité avec les dispositions de la loi Fillon du 23 août 2003 et de la loi 2008-1330 de Financement de la Sécurité sociale du 17 décembre 2008, la transformation en IGRS de l'entité fusionnée, avec pour corolaire le basculement des réserves et engagements auprès d'un organisme d'assurance, est intervenue en 2009.

— Autres avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, y compris les régimes spéciaux sont, soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés pour la part non couverte par de tels contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62^{ème} anniversaire.

Les provisions pour indemnités de fin de carrière s'élèvent à 15 195 K€ au 31/12/2016.

— Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Depuis 1994, un accord d'entreprise a été conclu créant un régime de retraite complémentaire par capitalisation collective au profit des personnels du groupe.

— **Autres avantages à long terme**

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

— **Résultat exceptionnel**

Les produits et charges exceptionnels ne sont pas liés à l'activité normale de la banque CIC Est.

— **Impôts et taxes**

Les impôts et taxes sont comptabilisés en charge de l'exercice à la naissance de la dette.

— **Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE**

Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, non imposable, est comptabilisé au crédit d'un sous-compte des charges de personnel.

— **Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales**

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L.511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

V. — Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Note 1 : Créances sur les établissements de crédit

	31/12/2016		31/12/2015	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	3 412 569		3 539 042	
Prêts, valeurs reçues en pension	784	279 223	876	308 178
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs non imputées				
Créances rattachées		52	0	209
Créances douteuses				
Dépréciations				
Total	3 413 353	279 275	3 539 918	308 387
Total des créances sur les établissements de crédit		3 692 628		3 848 305
dont prêts participatifs		23 310		23 505
dont prêts subordonnés				

Note 2 : Créances sur la clientèle

	31/12/2016	31/12/2015
Créances commerciales	95 378	95 637
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	20 551 450	20 204 751
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées	31 877	34 761
Comptes ordinaires débiteurs	444 208	531 219
Créances rattachées		
Créances douteuses	928 172	988 706
Dépréciations	-505 702	-527 086
Total	21 545 383	21 327 988
dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne	3 752 158	3 521 443
dont prêts participatifs		
dont prêts subordonnés		

Les créances douteuses comprennent 801 M€ de créances douteuses compromises dépréciées à hauteur de 435 M€.

Les créances sur la clientèle comprennent 168,6 M€ de créances restructurées dont 36,3 M€ pour les crédits performants.

— **Dépréciation des créances douteuses**

	31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2016
Actif					
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciations sur créances sur la clientèle	-527 086	-88 547	109 991	-60	-505 702
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple					
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe					
Total	-527 086	-88 547	109 991	-60	-505 702

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 928 M€, contre 989 M€ au 31 décembre 2015. Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 506 M€ soit 54,5 % contre 53,3 % précédemment.

Note 3 : Actions & autres titres à revenu variable

	31/12/2016				31/12/2015			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés								
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Montant brut								
Dépréciations sur titres								
Total								

Note 4 : Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31/12/2015	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31/12/2016
Autres titres détenus à long terme						
- cotés	14 232		-377			13 855
- non cotés	10 730				-228	10 502
Titres de participation						
- cotés						
- non cotés	13 074					13 074
Sous-total	38 036		-377		-228	37 431
Ecart de conversion						
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.	1 841				-1 841	
Montant brut	39 877		-377		-2 069	37 431
Dépréciations						
- titres cotés	-100		4			-96
- titres non cotés	-1 505	-278	17			-1 766
Sous-total	-1 605	-278	21			-1 862
Montant net	38 272					35 569

Note 5 : Parts dans les entreprises liées

	31/12/2015	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2016
Valeur brute	13 548		-1			13 547
Ecart de conversion						

Titres prêtés					
Créances rattachées					
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.					
Dépréciations	-4 447	-7	260		-4 194
Montant net	9 101				9 353
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit					
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées					
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	13 548				13 547

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

— Opérations avec les entreprises liées

	31/12/2016		31/12/2015	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	2 795 354		2 812 287	
Créances sur la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	4 821 461		6 005 568	
Comptes créditeurs de la clientèle	121 543		82 738	
Dettes représentées par un titre	114 072	114 072	55 339	55 339
Hors-bilan				
Engagements reçus				
- Etablissements de crédit	2 583		752 910	
Engagements donnés				
- Etablissements de crédit (1)	209 337		214 856	
- Clientèle	1 263 782		1 259 416	

Les opérations avec les entreprises pour lesquelles il existe un lien de participation ne sont pas significatives

(1) Les engagements donnés aux entreprises liées concernent notamment les garanties données aux banques du groupe sur leurs émissions de certificats de dépôts et de bons à moyen terme négociables.

Note 6 : Immobilisations incorporelles

	31/12/2015	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31/12/2016
Valeur brute					
- Fonds commerciaux	713				713
- Frais d'établissement					
- Frais de recherche et de développement					
- Autres immobilisations incorporelles	9 410	143		-1	9 552
Montant brut	10 123	143		-1	10 265
Amortissements					
- Fonds commerciaux					
- Frais d'établissement					
- Frais de recherche et de développement					
- Autres immobilisations incorporelles	-4 896	-63		2	-4 957
Montant des amortissements	-4 896	-63		2	-4 957
Montant net	5 227				5 308

Note 7 : Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	31/12/2015	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31/12/2016
Valeur brute					
- Immobilisations corporelles en cours	4 115	4 490	-2 318		6 287
- Terrains d'exploitation	5 984	78	-64		5 998
- Terrains hors exploitation	25		-25		
- Constructions d'exploitation	355 823	10 280	-5 249		360 854
- Constructions hors exploitation	14 472	85	-436		14 121
- Autres immobilisations corporelles	66 920	632	-1 145	-1	66 406
Montant brut	447 339	15 565	-9 237	-1	453 666
Amortissements					
- Terrains d'exploitation					
- Terrains hors exploitation					
- Constructions d'exploitation	-261 596	-14 323	3 901		-272 018
- Constructions hors exploitation	-4 642	-715	169		-5 188
- Autres immobilisations corporelles	-62 472	-1 166	1 129		-62 509
Montant des amortissements	-328 710	-16 204	5 199		-339 715
Montant net	118 629				113 951

Note 8 : Autres actifs et passifs

	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	355		358	
Comptes de règlement d'opérations sur titres				
Dettes représentatives des titres empruntés				
TDI et autres titres				
Certificats d'association émis par le Fonds de Garantie de Dépôts				
Impôts différés				
Débiteurs et créiteurs divers	484 695	40 733	578 854	52 456
Créances et dettes rattachées	1	80	1	67
Dépréciations				
Total	485 051	40 813	579 213	52 523

Note 9 : Comptes de régularisation

	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement	2 105	63 620	2 108	43 576
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	5	12 574	407	41 354
Autres comptes de régularisation	119 049	335 555	406 055	468 002
Total	121 159	411 749	408 570	552 932

Note 10 : Dettes envers les établissements de crédit

	31/12/2016		31/12/2015	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	83 348		83 110	
Comptes à terme		4 822 197		5 956 941
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				

Dettes rattachées		6 825		9 224
Autres sommes dues				
Total	83 348	4 829 022	83 110	5 966 165
Total des dettes envers les établissements de crédit		4 912 370		6 049 275

Note 11 : Comptes créditeurs de la clientèle

	31/12/2016		31/12/2015	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial	5 005 595	2 440 912	4 864 068	2 207 064
Dettes rattachées		113		172
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	5 005 595	2 441 025	4 864 068	2 207 236
Comptes ordinaires de la clientèle				
Comptes créditeurs à terme				
Autres dettes	8 325 784	3 566 388	7 086 338	4 247 337
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		44 444		91 691
Total - Autres dettes	8 325 784	3 610 832	7 086 338	4 339 028
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		19 383 236		18 496 670

Note 12 : Dettes représentées par un titre

	31/12/2016	31/12/2015
Bons de caisse	26 714	27 282
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	242 200	242 740
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	6 707	6 537
Total	275 621	276 559

Note 13 : Provisions

	31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2016
Provisions pour risques de contrepartie					
- Sur engagements par signature	12 690	4 839	-4 879		12 650
- Sur engagements de hors-bilan					
- Sur risques pays					
- Provisions générales pour risques de crédit	69 000	900			69 900
- Autres provisions pour risques de contrepartie	1 893	264	-967		1 190
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions hors risques de contrepartie					
- Provisions pour charges de retraite	26 884	221	-1 290		25 815
- Provisions pour épargne logement	10 560	1 800	-118		12 242
- Autres provisions	27 119	6 462	-14 171		19 410
Total	148 146	14 486	-21 425		141 207

Les reprises de provisions ont été utilisées pour un montant de 461 K€.

(*) Les autres provisions comprennent notamment les provisions pour litiges sociaux et pour l'actualisation des intérêts progressifs sur comptes à terme

Parmi les provisions pour charges de retraites figure la provision pour indemnités de fin de carrière. Celle-ci est égale à la différence entre l'engagement et le montant assuré auprès des ACM, entreprise d'assurance des Groupes adhérents de la CF de CM. Un accord sur le statut unique du

groupe existe et a pour effet de modifier le calcul des indemnités de fin de carrière. L'impact de cet accord pour le CIC EST est une diminution de l'engagement de 0,6 M€. S'agissant d'un coût des services passés, il est étalé sur la durée de vie résiduelle estimée des salariés.

Note 13a : Engagements de retraite et avantages similaires

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	Clôture
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière	15 799		-604		15 195
Compléments de retraite	4 634		-686		3 948
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	6 451	221			6 672
Total	26 884	221	-1 290		25 815

Hypothèses retenues		
Taux d'actualisation (1)	1,2 %	2,0 %
Augmentation annuelle des salaires (2)	Minimum 0,5 %	Minimum 0,8 %
(1) Le taux d'actualisation retenu est le taux de rendement des obligations long terme émises par des entreprises de premier rang, estimé à partir de l'indice IBOXX.		
(2) L'augmentation annuelle des salaires est l'estimation de l'inflation future cumulée à la hausse des salaires et est également fonction de l'âge du salarié.		

— Évolution de la provision relative aux indemnités de fin de carrière

Indemnités de fin de carrière	Ouverture	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Autres (Transferts, frais de gestion)	Valorisation des écarts actuariels	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture
Engagements	38 356	1 036		1 844	-585	1 148	-3 811		37 988
Contrat d'assurance	22 557		609		-385	721	-2 287	1 578	22 793
Étalement									
Provision	15 799	1 036	-609	1 844	-200	427	-1 524	1 578	15 195

Note 13b : Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne-logement

Comptes et plans d'épargne logement	31/12/2016	31/12/2015
Encours des plans d'épargne logement	2 189 761	1 963 973
Encours de comptes d'épargne logement	140 170	138 324
Total des comptes et plans d'épargne logement	2 329 931	2 102 297

Prêts d'épargne-logement	31/12/2016	31/12/2015
Encours de prêts d'épargne-logement source de provisions pour risques inscrits à l'actif du bilan	12 975	11 282

Provisions d'épargne logement	Ouverture	Dotations nettes	Autres variations	Clôture
Sur comptes d'épargne-logement	1 097	-68		1 029
Sur plans d'épargne-logement	9 057	2 005	-118	10 944
Sur prêts d'épargne-logement	406	-137		269
Total	10 560	1 800	-118	12 242

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle de personnes physiques.

Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché.

Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 14 : Dettes subordonnées

	31/12/2015	Émissions	Remboursements	Autres variations (*)	31/12/2016
Dettes subordonnées				58 733	58 733
Emprunts participatifs					
Dettes subordonnées à durée indéterminée	55 339				55 339
Dettes rattachées	180			-91	89
Total	55 519			58 642	114 161

Principales dettes subordonnées :

Taux de référence		Émission	Échéance	31.12.2016	31.12.2015
À durée indéterminée	TAM	1985		24 850	24 850
	TME	1987		13 720	13 720
	EURIBOR	1990		16 769	16 769
Total				55 339	55 339

Les contrats d'émission de ces différents emprunts ne contiennent aucune clause de conversion (capital ou autre type de conversion)

Note 15 : Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves (*)	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 01/01/2015	225 000	18 543	368 422	842	371	648	103 184	717 010	
Résultat de l'exercice							123 815	123 815	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4 225			98 959	-103 184		
Distribution de dividendes						-99 563		-99 563	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations				-346				-346	
Autres variations					-148	1		-147	
Incidence de la fusion									
Solde au 31.12.2015	225 000	18 543	372 647	496	223	45	123 815	740 769	29 630
Solde au 01.01.2016	225 000	18 543	372 647	496	223	45	123 815	740 769	
Résultat de l'exercice							139 409	139 409	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4 400			119 415	-123 815		
Distribution de dividendes						-119 363		-119 363	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations				-13				-13	
Autres variations					-223			-223	
Incidence de la fusion									
Solde au 31/12/2016	225 000	18 543	377 047	483		97	139 409	760 579	29 630

Le résultat de l'exercice est de 139 408 621,04 euros.

Le capital est constitué au 31 décembre 2016 de 11 250 000 actions d'une valeur nominale de 20 euros.

Les réserves sont constituées de la réserve légale pour 22.500 milliers d'euros, de réserves indisponibles pour 980 milliers d'euros, des réserves ordinaires pour 353 477 milliers d'euros et d'une réserve pour amortissements règlementés pour 90 milliers d'euros.

Le Crédit Industriel et Commercial - CIC détient 100 % du capital de la Banque CIC EST au 31 décembre 2016.

De ce fait, le Crédit Industriel et Commercial - CIC reprend par intégration globale dans ses comptes consolidés les comptes de la banque CIC Est.

— Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2016

	Exercice 2016
Bénéfice de l'exercice	139 409
Report à nouveau	97
Changement de méthode comptable	
Sommes distribuables	139 506
<i>Affectation des sommes distribuables</i>	

Réserve légale	
Distribution de dividendes	135 225
Réserves ordinaires	4 200
Report à nouveau	81
Total	139 506

Note 16 : Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances Dettes rattachées	Total
Actifs							
Créances sur les établissements de crédit (*)	2 883 757	1 304	22 257	785 258		52	3 692 628
Créances sur la clientèle (* *)	2 253 699	1 909 760	7 494 496	9 472 066		31 877	21 161 898
Obligations et autres titres à revenu fixe (* * *)							
Passifs							
Dettes envers les établissements de crédit	394 584	707 063	2 440 131	1 363 767		6 825	4 912 370
Comptes créditeurs de la clientèle	15 197 205	1 539 933	1 925 907	675 634		44 557	19 383 236
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse	3 878	10 142	12 694			708	27 422
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables	1 900	240 300				5 999	248 199
- Emprunts obligataires							
- Autres							
(*) à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation							
(* *) à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation							
(* * *) exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)							

Note 17 : Contrevalet en euros des actifs & passifs en devises

La contrevalet en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement au 31 décembre 2016 de 1 456 976 milliers d'euros et de 1 475 612 milliers d'euros.

Note 18 : Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R.312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1^{er} janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L.312-19 du Code monétaire et financier : 22 115 comptes pour un montant de 28 654 528,06 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du Code monétaire et financier : 2 950 comptes pour un montant de 5 520 010,81 €

Dépôts à la Caisse des dépôts et consignations.

Note 19 : Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement des Groupes adhérents de la CF de CM (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par CIC EST constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe. Au 31 décembre 2016, leur montant s'élève à 6 019 millions d'euros.

La banque se refinance auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat par l'émission de billets à ordre en mobilisation de créances visées à l'article L.313-42 du Code monétaire et financier pour un total de 240 millions d'euros au 31 décembre 2016. Les prêts à l'habitat garantissant ces billets à ordre s'élèvent à la même date à 1 560 millions d'euros.

Note 20 : Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte / gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31/12/2016			31/12/2015		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
Marchés organisés						
Contrats de taux						
Contrats de change						
Autres opérations						
Marchés de gré à gré						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	3 476 706		3 476 706	4 805 290		4 805 290
Swaps financiers						
Autres opérations						
Swaps - autres						
Opérations conditionnelles						
Marchés organisés						
Options de taux						
- Achetées						
- Vendues						
Options de change						
- Achetées						
- Vendues						
Actions et autres options						
- Achetées						
- Vendues						
Marchés de gré à gré						
Contrats de taux plafonds et planchers						
- Achetées	231 893		231 893	219 357		219 357
- Vendues						
Options de taux, change, actions et autres						
- Achetées						
- Vendues						
Total	3 708 599		3 708 599	5 024 647		5 024 647

— Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
31/12/2016					
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange		20 000	3 456 706		3 476 706
Opérations conditionnelles					
Achats			231 893		231 893
Ventes					
31/12/2015					
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange		20 000	4 785 290		4 805 290
Opérations conditionnelles					
Achats			219 357		219 357
Ventes					

Note 21 : Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

31/12/2016	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats		5 000	226 893	231 893
Ventes				
Swaps de taux	230 000	2 970 357	276 349	3 476 706
Instruments de change				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps financiers				
Autres instruments financiers à terme				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps				
Total	230 000	2 975 357	503 242	3 708 599

Note 22 : Instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels

Risques de crédit des contrats négociés sur les marchés assimilés et de gré à gré	31.12.2016	31.12.2015
Risque sur les établissements de crédit	25 747	26 867
Risque sur les entreprises		

Juste valeur des instruments financiers selon règlements CRC 1004.14 à 19	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme	2 714	243 962	1 572	313 441

Note 23 : Produits et charges sur intérêts

	31/12/2016		31/12/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	28 342	-32 564	39 735	-45 153
Clientèle	616 270	-281 372	684 525	-348 531
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe		-10 368		-12 449
Autres	20		352	
Total	644 632	-324 304	724 612	-406 133
<i>dont charges sur dettes subordonnées</i>		<i>-1 179</i>		<i>-503</i>

Note 24 : Revenus des titres à revenu variable

	31/12/2016	31/12/2015
Titres de placement		
Titres de l'activité de portefeuille		
Titres de participation et ATDLT	1 137	1 344
Parts dans les entreprises liées		
Revenus des parts de S.C.I.		
Total	1 137	1 344

Note 25 : Commissions

	31/12/2016		31/12/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	533		673	
Opérations avec la clientèle	149 287	-1 596	149 242	-1 413
Opérations sur titres	14	-301	20	-529
Opérations de change	771		1 048	
Opérations de hors-bilan				
- Engagements sur titres				
- Engagements financiers à terme	3		4	
- Engagements de financement et de garantie		-76		-67
Opérations sur titres gérés ou en dépôt				
Prestations de services financiers	202 853	-4 789	194 918	-5 127
Commissions sur moyens de paiement		-50 081		-45 658
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	22 094	-6 134	19 955	-5 533
Total	375 555	-62 977	365 860	-58 327

Note 26 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	31/12/2016	31/12/2015
Sur titres de transaction		
Sur opérations de change	3 227	2 499
Produits	3 227	3 382
Charges		-883
Sur instruments financiers à terme		
De taux d'intérêt		
De cours de change		
Sur autres instruments financiers y compris actions		
Sous-total	3 227	2 499
- Dotations sur dépréciation des instruments financiers		
- Reprises sur dépréciation des instruments financiers		
Total	3 227	2 499

Note 27 : Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31/12/2016		31/12/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	6 206		6 030	
Transferts de charges	315		262	
Dotation nette aux provisions		434		620
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	13 230	-5 694	2 414	-9 888
Total	19 751	-5 260	8 706	-9 268

Note 28 : Charges de personnel

	31/12/2016	31/12/2015
Salaires & traitements	-135 935	-134 709
Charges sociales	-63 313	-66 202
Charges de retraite	178	1 014
Intéressement des salariés	-18 421	-18 579
Participation des salariés		
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-21 531	-24 273
Excédent net de provisions sur engagements de retraite	1 069	4 932
Excédent net de provisions	1 081	-759
Charges de personnel refacturées		
Total	-236 872	-238 576

— CICE

Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), comptabilisé au crédit des charges de personnel s'élève à 4 107 866 euros au titre de l'exercice 2016.

Ceci représente 3,21 % de la masse salariale.

Le CICE a été prioritairement utilisé pour poursuivre le recrutement via des contrats d'apprentissage ou des contrats de professionnalisation. Ainsi, en 2016, 51 contrats d'apprentissage et 60 contrats de professionnalisation ont été conclus.

Le CIC Est a également poursuivi son effort de formation avec 13 129 jours de formation en 2016 et a ainsi assuré un niveau de financement de la formation des salariés à un niveau bien au-delà des allocations réglementaires, ce qui a permis d'améliorer globalement la compétitivité du groupe. Ce sont ainsi 7,598 millions d'euros qui ont été consacrés à la formation soit 5,97 % de la masse salariale. Au total, 2 372 salariés ont suivi au moins une journée de formation en 2016 soit 72,5 % de l'effectif.

Par ailleurs, CIC EST a poursuivi ses investissements :

- Dans de nouvelles technologies telles que les outils numériques (tablettes) et systèmes de visioconférences ;
- En développements informatiques d'un assistant virtuel, basé sur les technologies cognitives, conçu pour apporter encore davantage de qualité de service aux clients ;
- En développements de nouveaux moyens de paiement par téléphone et services annexes ;
- En recherches de nouveaux services à destination de la clientèle de commerçants ;
- Dans le déploiement de la signature électronique des contrats à distance.

Le CIC EST a également poursuivi l'amélioration des conditions de travail et de sécurité de ses salariés via la modernisation de son réseau avec 3 transferts, 17 rénovations et 5 extensions d'agence.

Note 29 : Coût du risque

	31/12/2016	31/12/2015
Dotations sur dépréciation des créances douteuses	-86 479	-94 166
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	107 062	104 142
Dotations sur dépréciation sur effet actualisation		
Reprises sur dépréciation sur effet actualisation		
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-52 337	-49 926
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-5 881	-10 878
Dotations/reprises de provisions générales pour risque de crédit		
Récupérations sur créances amorties	2 736	3 738
Solde des créances	-34 899	-47 090
Dotations aux provisions	-5 739	-5 151
Reprises de provisions	4 879	5 287
Solde des risques	-860	136
Total	-35 759	-46 954

Note 30 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	31/12/2016					31/12/2015
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total

Sur immobilisations financières						
- Plus-values de cessions			3		3	19 178
- Moins-values de cessions				-1	-1	-3
- Dotations sur dépréciation			-538	-7	-545	-126
- Reprises sur dépréciation			21	260	281	458
Sous-total			-514	252	-262	19 507
Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
- Plus-values de cessions					2 203	1 637
- Moins-values de cessions					-54	-1 257
Sous-total					2 149	380
Total					1 887	19 887

Note 31 : Résultat exceptionnel

	31/12/2016	31/12/2015
Produits		
Résultat exceptionnel - autres éléments	2 361	1 314
Sous-total - Produits exceptionnels	2 361	1 314
Charges		
Résultat exceptionnel - autres éléments	-2 821	-2 014
Sous-total - Charges exceptionnelles	-2 821	-2 014
Total - Résultat Exceptionnel	-460	-700

Note 32 : Impôts sur les bénéfices

	31/12/2016	31/12/2015
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-71 000	-76 164
Impôt - Redressement fiscal	-1 201	28
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	-3	2
Sous-total - Impôt courant	-72 204	-76 134
Résultat d'intégration fiscale		
Provision pour risque de retournement		
Régularisation sur exercices antérieurs		
Sous-total - Impact intégration fiscale		
Impôt différé passif		
Incidence totale liée à l'impôt	-72 204	-76 134

(1) La loi de finances 2016 a confirmé la suppression de la contribution exceptionnelle de 10,7 % sur l'impôt sur les sociétés. L'impact de cette suppression est estimé à 7,0 M€.

— Intégration fiscale

Le CIC Est a opté pour l'intégration fiscale au sein du groupe du Crédit Industriel et Commercial à compter du 1^{er} Janvier 1995.

Par convention, chaque filiale membre du groupe intégré constitué par le CIC verse à la société mère, au titre de sa participation au paiement de l'impôt sur les sociétés et des contributions sur l'IS, une somme égale à l'impôt théorique qui aurait grevé son résultat individuel et sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle avait été imposable distinctement en l'absence d'intégration fiscale sous réserve de la dérogation prévue par la convention.

Par dérogation, le cas échéant, l'impôt théorique est calculé sans appliquer les nouvelles règles de report des déficits. Les déficits sont imputés dans leur intégralité sur leurs exercices ultérieurs sans limitation de bénéfice fiscal. Parallèlement, les déficits reportables susceptibles d'être imputés sur les exercices suivants sont réduits du montant des déficits supplémentaires imputés.

Les crédits d'impôts imputés ou remboursés sont considérés comme utilisés par la filiale.

- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire :	Néant
- Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale :	Néant
- Déficits reportables :	Néant

Note 33 : Effectifs moyens

	31/12/2016	31/12/2015
Techniciens de la banque	2 035	1 984
Cadres	1 168	1 202
Total	3 203	3 186

Note 34 : Rémunérations versées aux membres des organes d'administration, de direction et de contrôle

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Montant global des rémunérations versées (1)	2 170	2 293
Montant global des jetons de présence (2)	50	50
(1) Il s'agit des sommes versées aux membres du Conseil de Direction comprenant 16 personnes au 31 décembre 2016.		
(2) Versés aux membres du Conseil d'administration.		

Il n'existe pas d'engagement spécifique de retraite né ou contracté au cours de l'exercice.

Note 35 : Honoraires versés aux Commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux Comptes comptabilisés en charge au cours de l'exercice s'élèvent à (montant HT) :

- PricewaterhouseCoopers Audit :	159 179 €
- Ernst & Young et Autres :	159 179 €

Note 36 : Comptes Consolidés

La Banque CIC établit les comptes consolidés dans lesquels les comptes du CIC EST sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale.

Le CIC EST est également intégré globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel - CM11, du groupe Crédit Mutuel et de la BFCM.

Note 37 : Evénements post-clôture

Il n'y a pas eu d'événement survenu entre le 31 décembre 2016 et la date de communication des comptes, qui affecterait significativement les états financiers.

Note 38 : Renseignements concernant les filiales et les participations

1) Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur brute excède 1 % du capital social au 31 décembre 2016

En milliers d'unités locales

Filiales	Capital		Autres capitaux propres (Hors résultat du dernier exercice clos)		Quote-part de capital détenue (en%)	Valeur brute des titres détenus		Valeur nette des titres détenus		Résultat du dernier exercice clos		Dividendes encaissés dans l'exercice
Ellebore 31, rue Jean Wenger-Valentin - 67000 Strasbourg	Eur	3 358	Eur	2 985	100,00%	Eur	4 569	Eur	4 569	Eur	9	-
Imofinance 31, rue Jean Wenger-Valentin - 67000 Strasbourg	Eur	1 194	Eur	36	100,00%	Eur	4 972	Eur	1 235	Eur	-7	-
Fund-Market Courtage 31, rue Jean Wenger-Valentin - 67000 Strasbourg	Eur	4 500	Eur	- 944	99,99%	Eur	4 006	Eur	3 296	Eur	221	-

2) Renseignements globaux sur les autres filiales et participations au 31 décembre 2016

	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus				
- Brute	-	-	518	-
- Nette	-	-	170	-

Montant des prêts et avances accordés	-	-	260	-
Montant des dividendes encaissés	-	-	-	-

3) Liste des sociétés dans lesquelles Banque CIC Est détient 5 % et plus du capital au 31/12/2016

Nom de la société	Nombre de titres	%
Fund Market Courtage	199 999	99,99
Ellebore	21 945	100,00
Imofinance	682 300	100,00
CM-CIC Lease	266 875	6,63
CM-CIC Aidexport	1 575	16,58
Critel	8 104	23,23
Immobiliere D'Entreprises 77	200	20,00
Mirabelle TV	500	10,00
Carep	30	5,36

Résultats des cinq derniers exercices

En milliers d'euros	2012	2013	2014	2015	2016
I. Capital en fin d'exercice					
Capital social	225 000	225 000	225 000	225 000	225 000
Nombre d'actions émises	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000
II. Opérations et résultats de l'exercice					
Produit net bancaire hors taxes	604 338	627 989	620 251	629 293	651 761
Bénéfice avant impôts, participation, amortissements et provisions	1 006 848	328 079	300 598	303 574	311 919
Impôt sur les bénéfices	96 196	62 958	72 136	76 134	72 205
Résultat net	762 225	108 345	103 184	123 815	139 408
Résultats distribués	754 200	76 950	99 563	119 363	135 225
III. Résultat par action en euros					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	80,95	23,57	20,31	20,22	21,31
Bénéfice net	67,75	9,63	9,17	11,01	12,39
Dividende attribué à chaque action	67,04	6,84	8,85	10,61	12,02
IV. Personnel					
Nombre de salariés (présents au 31/12)	3 210	3 049	3 023	3 062	3 074
Nombre de salariés (inscrits au 31/12)	3 442	3 282	3 244	3 294	3 273
Montant de la masse salariale	138 245	132 649	131 854	133 772	134 632
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc....)	71 660	70 072	67 601	70 561	67 421

VI. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la Banque CIC Est – CIC Est, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à

vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme indiqué dans la note « *Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation* » et les notes 2 et 13 de l'annexe aux états financiers, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture, à l'actif par des dépréciations spécifiques et au passif par des provisions générales pour risques de crédit.

- Votre société procède à d'autres estimations dans le cadre habituel de la préparation de ses états financiers qui portent, notamment, sur la valorisation des titres de participation et des autres titres détenus à long terme, sur l'évaluation des engagements de retraite comptabilisés et les provisions pour risques juridiques. Nous avons examiné les hypothèses retenues et vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note « *Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation* » de l'annexe aux états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 avril 2017

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Jacques Lévi

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand

VII. — Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 avril 2017

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Jacques Lévi

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand

VIII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible sur simple demande au siège social :
CIC Est – Direction de la Communication, 31, rue Jean Wenger-Valentin, 67000 Strasbourg

1703146